



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Service interministériel d'animation territoriale

Bureau de l'environnement

Arrêté n° 41-2025-06-12-00006

**portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation de l'usine de
revêtements anti-adhésifs par KAAK COATING SERVICE SAS au Controis-en-Sologne**

Le préfet de Loir-et-Cher,

Vu le code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Xavier PELLETIER en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;

Vu le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique 2940 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-310-0004 du 5 novembre 2013 autorisant la société LHOTELLIER R2A à exploiter une activité d'application de revêtements anti-adhérents pour les moules de l'industrie agro-alimentaire à Contres ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2019-08-26-001 du 26 août 2019 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation d'une usine de revêtements antiadhésifs, par la société LHOTELLIER R2A au Controis-en-Sologne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2023-08-21-00023 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

Vu le dossier de porter à connaissance des modifications des conditions d'exploitation d'une installation classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation du 13 février 2025, complété le 23 mars 2025 ;

Vu le rapport et les propositions du 6 mai 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 15 mai 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu la réponse de KAAK COATING SERVICE SAS du 2 juin 2025 ;

Considérant que le dossier de porter à connaissance susvisé apporte tous les éléments d'appréciation nécessaires pour en permettre son instruction, en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications de l'atelier Silicone et l'installation d'une nouvelle ligne dédiée au décapage/décrochage des supports métalliques telles que décrit dans le dossier de porter à connaissance susvisé, ne constituent pas une modification substantielle des installations classées et de leurs conditions d'exploiter, selon les critères définis à l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient d'actualiser les prescriptions préfectorales encadrant l'exploitation du site ;

Considérant que les dispositions du présent arrêté permettent d'assurer la protection des intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de soumettre l'arrêté préfectoral aux membres du CoDERST ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Modifications du titre 1 "Portée de l'autorisation et conditions générales"

Mise à jour du classement du site

Le tableau de l'article 1.2.1 "Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 novembre 2013 modifié est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime
2566	1.a	Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique : 1. La capacité volumique du four étant : a. Supérieure à 2 000 L	1 four n°4 électrique de 1,47 m ³ (70 kW) 2 fours n°1&2 électriques de 1,47 m ³ unitaire (75 kW unitaire) 1 four au gaz Luckersath de 8 m ³ (280 kW) 1 four au gaz pyrox de 14 m ³ (390 kW) 1 four gaz à lit de sable fluidisé Seghers de 3 m ³ (272 kW)	29,41 m ³	Autorisation
2940	2.a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/j	7 cabines de peinture liquide par pulvérisation au pistolet 5 installations de cuisson / séchage des moules 1 four de sur-cuisson	350 kg/j	Enregistrement
2575		Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	1 grenailleuse à turbine : 34 kW 1 cabine de sablage manuel : 18 kW 1 machine de sablage au Corindon (Alfema) de 3,6 kW 1 machine de sablage au Corindon (Sybrandy) de 17 kW 1 machine à média organique Infodec : 37 kW 1 sableuse à manche : 1 kW	110.6 kW	Déclaration

Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime
1978	8	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/an (1) Quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation par année, moins les composés organiques volatils récupérés en vue de leur réutilisation.		15 t/an	Déclaration

Article 2 : Modifications du titre 3 « Prévention de la pollution atmosphérique »

Actualisation de la liste des émissaires

Le tableau de l'article 3.2.2 "Conduits et installations raccordées - conditions générales de rejet" de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 novembre 2013 modifié est remplacé par le suivant :

N° de conduit	Rubrique ICPE	Installations raccordées	Puissance (kW)	Combustible / Produits utilisés	Autres caractéristiques	Hauteur du débouché du conduit par rapport au sol (m)	Débit (m³/h)	Nature des rejets	Vitesse d'éjection (m/s)
1	2940	Atelier Silicone Cabine de peinture robotisée N°1 (vers filtration CA Charbon actif et sortie EcoFlow)	-	Résine Silicone	Rejet extérieur canalisé vers le traitement Charbon actif pour absorption des COV émis	11	24 500	Poussières COV	10,93
2	2940	Atelier Silicone Cabine de peinture N°2 (vers sortie RTO)	-	Élastomère de silicone & Noir arrière	Rejet extérieur canalisé vers le RTO pour destruction des COV émis	11	15 000	Poussières COV	13,73
3	2940	Atelier Silicone Cabine de peinture manuelle N°3	-	Résine Silicone	Rejet extérieur canalisé	11	13 700	Poussières COV	10,97
4	2940	Atelier fluoré Cabine de peinture N°4 & Tunnel Infrarouge	-	Noir arrière fluorés	Rejet extérieur canalisé	8,2	5 600	Poussières COV	4,5
5	2940	Atelier fluoré Cabine de peinture N°5 robotisée	-	Primaires fluorés	Rejet extérieur canalisé	7,8	7 100	Poussières COV	7,7
6	2940	Atelier fluoré Cabine de peinture N°6 OMIA	-	Primaires fluorés	Rejet extérieur canalisé	7,8	8 700	Poussières COV	7
8	2566	Centrale de brûlage : 3 fours à pyrolyse HUNI	220	électrique	Rejet extérieur canalisé	18	15 100	Poussières HF, NOx	71
9	2940	Atelier Silicone Four de cuisson électrique SAT	160	Résine Silicone	Rejet extérieur canalisé	9,8	530	Poussières COV	8,2

10	2940	Atelier Fluoré Four tunnel 1- Hotte en sortie	200	GNV	Rejet extérieur canalisé	12,8	4-100	Poussières NOx, COV, HF	13,6
11	2940	Atelier Fluoré Four tunnel 1 Aspiration	200	GNV	Rejet extérieur canalisé	9,8	1 800	Poussières NOx, COV, HF	9,9
12	2940	Atelier Fluoré Four tunnel 2 Hotte	300	GNV	Rejet extérieur canalisé	13,3	6 800	Poussières NOx, COV, HF	8,1
13	2940	Atelier Fluoré Four tunnel 2 Aspiration	300	GNV	Rejet extérieur canalisé	9,5	2600	Poussières Nox, COV, HF	15
17	2566	Four à pyrolyse bain de sable fluidisé Seghers	272	GNV	Rejet extérieur canalisé, traitement des poussières par 2 filtres cyclone	13	7 500	Poussières NOx	15,1
18	2566	Atelier Pyrolyse Four Luckerat	280	GNV	Rejet extérieur canalisé, traitement des fumées par post combustion	11,2	820	Poussières HF, NOx	6,9
19	2940	Atelier Silicone Four Luckerath de cuisson électrique	120	Élastomère de silicone & Noir arrière	Rejet extérieur canalisé	10,6	390	Poussières COV	3,5
21	2940	Cabine 21 atelier fluoré pulvérisation manuelle	-	Noir arrière fluoré	Rejet extérieur canalisé	9,2	4 900	Poussières COV	5
22	2910 (NC)	Four tunnel 1 chambre de combustion	220	GNV	Rejet extérieur canalisé	12,7	-	Poussière NOx	7
23	2940	Four de surcuisson Long Bake	96	électrique	Rejet extérieur canalisé	10	2 600	Poussières COV	15
24	2940	Atelier Silicone Box Lab n°2	-	Élastomère de silicone & Noir arrière	Rejet extérieur canalisé	11	1 650	COV	9,71
25	2940	Atelier Silicone Box Lab n°2	-	Elastomère de silicone & Noir arrière	Rejet extérieur canalisé	11	1 650	COV	9,48
26	2940	Préparatoire CERAM	-	Résines CERAM	Rejet extérieur canalisé	4	2 700	COV	15,3
29	2566	Atelier Pyrolyse Four Pyrox	390	GNV	Rejet extérieur canalisé, traitement des fumées par post combustion	11	1 000	Poussières SO ₂ , HF, NOx	7
A	2575	Bac de décantation des abrasifs de sablage	32	-	Décantation	Sol	-	-	-
B	2575	Dépoussiéreur TORIT décapage média organique	11	-	Rejet extérieur canalisé	4	2 800	Poussières	7

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure, rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection un plan des émissaires tenu à jour.

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) éventuellement à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée ci-dessous.

L'article 3.2.3.2 « Installations de revêtement, d'application et de séchage sur support quelconque » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 novembre 2013 modifié est remplacé par l'article suivant :

Paramètre	Valeurs limites en mg/Nm ³				
	Application Cabines 1, 3 (silicone) 4, 5, 6 et 21 (fluorés)	Conduits n°24 &25 (BoxLab) et 26 Préparatoire	Application Cabine n°2 Conduit n°2 Sortie oxydeur	Cuisson Conduits n°9 et 19 (silicone), 23 (fluorés)	Cuisson Conduits n°10, 11, 12, 13 (fluorés)
	Concentration d'O ₂ (mg/m ³ : au taux mesuré)	Concentration d'O ₂ (mg/m ³ : au taux mesuré)	Concentration d'O ₂ (mg/m ³ : rapporté à 3 % pour les NOx au taux mesuré pour les autres paramètres	Concentration d'O ₂ (mg/m ³ : rapporté à 3 % pour les NOx au taux mesuré pour les autres paramètres	
Poussières	100	-	100	100	100
COV non méthaniques, en équivalent carbone	75	75	20 (50 si le rendement est supérieur à 98%)	50	50
NOx en équivalent NO ₂	-	-	100	-	400
CO	-	-	100	-	
CH ₄	-	-	50	-	
HF	-	-	-		20

* Si le flux horaire total en fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules) (exprimés en HF) est supérieur à 500 g/h, la valeur limite de concentration est de 5 mg/m³ pour les composés gazeux et de 5 mg/m³ pour l'ensemble des vésicules et particules.

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée.

Le tableau de l'article 3.2.3.3 "Installations de décapage thermique" est remplacé par le tableau suivant :

Paramètre	Valeurs limites	
	Centrale de brûlage – conduit n°8 fours pyrolyse – conduits n°18 et 29	four à bain de sable fluidisé – conduit n°17
	Concentration d'O ₂ (mg/m ³ : rapporté à 3 % pour les NOx au taux mesuré pour les autres paramètres	
Poussières	100	100
HF, exprimé en F	20	-
NOx, en équivalent NO ₂	100	100

* Si le flux horaire total en fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules) (exprimés en HF) est supérieur à 500 g/h, la valeur limite de concentration est de 5 mg/m³ pour les composés gazeux et de 5 mg/m³ pour l'ensemble des vésicules et particules.

Le tableau de l'article 3.2.3.4 Installations de décapage mécanique par matières abrasives est remplacé par le tableau suivant :

Paramètre	Valeurs limites
	Dépoussiéreur TORIT décapage média organique Conduit n°B
Poussières	150

Article 3 : Modifications du titre 9 « Surveillance des émissions et de leurs effets »

Actualisation des prescriptions de surveillance des émissions atmosphériques

L'article 9.2.1.1 « Autosurveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 novembre 2013 modifié est remplacé par l'article suivant :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air dans les conditions suivantes :

Type d'émissaire	N° d'émissaire	Fréquence de surveillance	Paramètres
Application Cabine n°2	Conduit n°2 Sortie oxydeur	Annuelle par laboratoire agréé	Débit, vitesse, température
			O ₂
			CO
			Poussières
			COVNM
			NOx
Application Cabine n°1	1 sortie charbon actif	Annuelle par laboratoire agréé	rendement
			Débit, vitesse, température
			COVNM
Application	3,4, 5, 6, 21, 24, 25, 26	Tous les 3 ans par laboratoire agréé	Poussières
			COVNM
			Débit, vitesse, température
		Annuelle interne par mesure PID	COVNM
Cuisson	9, 19, 23	Tous les 3 ans par laboratoire agréé	Poussières
			COVNM
			Débit, vitesse, température
séchage	10,11, 12, 13	Tous les 3 ans par laboratoire agréé	HF
			NOx
			Poussières
			COVNM
			Débit, vitesse, température
Décapage thermique	17	Tous les 3 ans par laboratoire agréé	Poussières
			NOx
			Débit, vitesse, température
	8, 18, 29	Tous les 3 ans par laboratoire agréé	HF
			Poussières
			NOx
Décapage mécanique	Dépoussiéreur TORIT B	Tous les 3 ans par laboratoire agréé	Débit, vitesse, température
			Poussières

Article 4 : Délais d'application :

Le présent arrêté est applicable dès sa notification.

Article 5 : Notification et information des tiers

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception. Celui-ci l'affichera, en permanence, de façon visible dans son installation. Il sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher.

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie du Controis-en-Sologne, et peut y être consultée ;
- affichée à la mairie du Controis-en-Sologne pendant au moins un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- publiée sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher, pendant au moins quatre mois ;
- adressée au sous-préfet de l'arrondissement de Romorantin-Lanthenay ;
- adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre - Val de Loire.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le sous-préfet de l'arrondissement de Romorantin-Lanthenay, le maire du Controis-en-Sologne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre - Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **12 JUIN 2025**

Pour le préfet de Loir-et-Cher, et par délégation
Le secrétaire général


Faustin GADEN

Délais et voies de recours en page suivante

Délais et voies de recours

a présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, cet arrêté peut être déféré auprès du tribunal administratif d'ORLÉANS, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLÉANS Cedex :

1. par les pétitionnaires ou exploitants dans les deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de deux mois à compter de :
 - a – l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b – de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à partir du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Préfet de Loir-et-Cher – 1, place de la République – BP 80101 – 41001 BLOIS CEDEX) ou hiérarchique auprès de Madame la ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche – direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 Paris-la-Défense Cedex dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux points 1 et 2.

L'auteur de l'un quelconque de ces recours doit le notifier à l'auteur de la décision ainsi qu'à son bénéficiaire à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité de celui-ci. Cette double notification doit intervenir dans les quinze jours du dépôt du recours.